



# Yémen: la faim sous les bombes

**OPINION** Imaginez les 19 millions d'habitants de l'Etat de New York ou l'ensemble de la population des Pays-Bas sous des bombardements incessants, privés d'une aide indispensable à leur survie, dans l'impossibilité de fuir, délaissés par la communauté internationale. Depuis deux ans, ce n'est pas une fiction mais bien le quotidien des 19 millions de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire au Yémen. Aujourd'hui s'ouvre à Genève une conférence des donateurs présidée par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

A cette occasion, nos cinq organisations expriment leur révolte face à ces vies en sursis, ces millions de femmes, d'hommes et d'enfants otages de l'inertie diplomatique et de la barbarie des belligérants, qui bafouent chaque jour le droit international humanitaire.

Au quotidien, nos organisations tentent d'apporter une aide vitale au plus près des populations vulnérables, mais nous sommes trop souvent dans l'incapacité de mettre en œuvre notre mandat humanitaire. Notre accès aux populations vulnérables et l'acheminement d'aide vitale sont limités par les parties au conflit. A l'insécurité subie par nos personnels, et aux freins administratifs qui empêchent l'accès aux populations s'ajoute, de facto, un quasi-blocus des biens humanitaires, qu'il s'agisse du matériel médical ou de la nourriture, conséquence perverse de la résolution 2216 du Conseil de sécurité des Nations unies visant pourtant à protéger les civils.

Dans un pays qui importait 90% de ses aliments, les produits de première nécessité

**On assiste à un quasi-blocus des biens humanitaires,**

**conséquence perverse de la résolution 2216 du Conseil de sécurité visant pourtant à protéger les civils**

n'arrivent plus en quantité suffisante. La famine n'est pas déclarée officiellement car nous ne pouvons pas accéder à certaines zones pour recenser avec précision les besoins. Les estimations font état de 462 000 enfants de moins de 5 ans en danger de mort immédiate due à la malnutrition. Ce chiffre est probablement sous-estimé. La fermeture potentielle du port d'Hodeida ajoute encore aux risques d'aggravation de la situation humanitaire. Ce port est le point d'entrée desservant tout le nord du pays en produits de première nécessité: il doit rester ouvert. Le personnel de santé

n'est plus payé depuis de nombreux mois et plus de la moitié des installations sanitaires du pays ne sont plus en état de fonctionner. C'est l'ensemble du système de santé qui menace de s'effondrer sous nos yeux.

Enfin, nous constatons un usage intensif et répété d'armes explosives en zones peuplées, au mépris des principes fondamentaux de protection des civils. En plus des morts et des blessés, nos équipes sont confrontées à une population traumatisée, en détresse physique et psychique, où l'anxiété et les syndromes de stress post-traumatique sont légion.

Ne nous y trompons pas, c'est bien l'ensemble de la communauté internationale qui porte une lourde responsabilité dans cette situation. La duplicité des Etats qui combinent des ventes d'armes aux belligérants et une atonie politique s'effectuent au détriment des civils pris au piège. Aujourd'hui, la commu-

# LE TEMPS

Le Temps / Sortir  
1002 Lausanne  
021 331 78 00  
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 32'266  
Parution: 6x/semaine



Page: 8  
Surface: 36'926 mm<sup>2</sup>



Ordre: 310012  
N° de thème: 310.012  
Référence: 65094358  
Coupure Page: 2/2

nauté internationale doit donner un signal fort en se mobilisant financièrement pour répondre aux besoins. Mais sans une levée du blocus de fait, en particulier sur le port principal du pays, à Hodeida, sans un arrêt immédiat des bombardements en zones peuplées et une priorité réaffirmée quant à l'accès aux populations, l'engagement financier de la communauté internationale restera sans effet. Ce qui se joue aujourd'hui n'est pas qu'une réponse financière, c'est surtout la façon dont nos décideurs vont remettre au cœur de leur action la protection des civils et le respect du droit international humanitaire. A moins qu'ils ne préfèrent enterrer les fondements de l'action humanitaire aux côtés d'une partie de la population qu'ils n'auront pas permis de sauver. ■

**MÉDECINS DU MONDE  
ACTION CONTRE LA FAIM  
URGENCE INTERNATIONALE  
HANDICAP INTERNATIONAL  
CAREY**